
Les dangers du démantèlement de la Bosnie-Herzégovine

Faïk Dizdarevic

La Bosnie-Herzégovine est un pays balkanique et méditerranéen non seulement par sa position géographique mais aussi par son caractère multiculturel, multinational et multireligieux, par ce mélange, cette diversité propre à la péninsule balkanique et au bassin méditerranéen. Si bien que tout ce qui se produit dans les Balkans se reproduit, ou est susceptible de se reproduire, en Bosnie. Et vice-versa. Or la Bosnie est en proie à une guerre qui affecte toute la région. L'issue de cette guerre, quelle qu'elle soit, pèsera lourdement sur les Balkans. C'est pourquoi il importe en premier lieu de rappeler brièvement les causes profondes et immédiates de cette guerre, ses répercussions et ses éventuelles solutions, et leurs principales conséquences.

Les origines de la guerre en Bosnie doivent être recherchées dans un passé récent. Et avant tout dans la crise qui a commencé à secouer l'ancienne Yougoslavie dans les années soixante-dix. Il y a eu au départ la crise économique, qui s'est vite transformée en une crise sociale, une crise politique, une crise du système et du modèle socio-politique. Il s'agissait là aussi d'une crise constitutionnelle accompagnée vers la fin des années quatre-vingts, d'une vacance d'autorité et de pouvoir (fédéral). On a assisté, dans le vacuum ainsi créé, à la montée de forces extrémistes ultranationalistes, dont le but primordial était de s'emparer du pouvoir. Ces forces ont en effet pris le pouvoir dans la plupart des anciennes républiques yougoslaves, exception faite de la Macédoine où elles n'étaient pas majoritaires. Dans le cas de la Slovénie, le pouvoir est revenu à des nationalistes relativement modérés, mais jalousement chauvins.

On pourrait affirmer, sans risque de trop se tromper, que les

processus en Yougoslavie n'auraient pas pris une tournure aussi dramatique si l'Europe n'avait pas elle-même été en crise. Or les bouleversements en Yougoslavie étaient dûs aussi à la crise générale que traversait l'Europe. Les anciens équilibres avaient été rompus, les nouveaux n'étaient pas en place. L'Union soviétique a disparu, les régimes dits "communistes" ont été balayés en Europe orientale, centrale et balkanique. Il y a eu la "réunification" de l'Allemagne, qui a affecté la Yougoslavie beaucoup plus que la reconnaissance "prématurée" de la Slovénie et de la Croatie. Un Etat a en effet disparu — l'Allemagne de l'Est en l'occurrence — avalé pour ainsi dire par l'Allemagne de l'Ouest, et ceci sur une base ethnique. Du même coup, le principe de l'intangibilité des frontières, le fondement même de l'architecture de l'Europe (l'acte final d'Helsinki) est devenu caduc. Ajoutons à cela l'anticommunisme viscéral de l'Occident, qui préconisait le renversement, en Europe orientale, centrale et balkanique, de tous les régimes liés au passé "communiste", même dans le cas d'un régime aussi libéral que le gouvernement d'Ante Markovic en Yougoslavie. Il est important de relever à ce sujet que le but immédiat des nouveaux régimes dans les républiques yougoslaves, exception faite de la Macédoine et — dans une bien moindre mesure — de la Bosnie-Herzégovine, était d'en finir avec le gouvernement d'Ante Markovic, non pas parce qu'il cherchait à conserver la Yougoslavie, mais bien parce qu'il était d'inspiration libérale.

Ces deux groupes de facteurs — la montée au pouvoir des forces totalitaires, en Serbie surtout, puis en Croatie et au Monténégro — et l'attitude des puissances occidentales favorables au morcellement de l'Europe orientale, centrale et balkanique, ont été à l'origine de l'éclatement de la fédération yougoslave et par la suite de la guerre en Bosnie-Herzégovine. Les deux crises, yougoslave et européenne, ont eu des répercussions directes sur la Bosnie. Il y a eu tout d'abord, et à l'instar de ce qui se passait ailleurs, la formation de partis nationalistes, trois en l'occurrence: le SDS ("Parti démocratique serbe"), HDZ ("Communauté démocratique croate") et SAD ("Parti d'action démocratique" appelé aussi "Parti musulman"). Cependant, tant le SDS que le HDZ n'étaient en fait que des succursales de leurs centrales à Belgrade et à Zagreb, alors que le SAD n'avait pas d'attaches sérieuses à l'extérieur. Ces trois partis ont accédé au pouvoir en Bosnie en automne 1990. La grande majorité des historiens considèrent que c'est ce qui a servi de détonateur à la guerre et en a été la cause immédiate. D'autre part les nouveaux régimes en Serbie et en Croatie n'ont jamais caché leur volonté — et leur commun accord — de (se) partager la Bosnie. Et l'on a assisté, dès l'automne 1991, à la formation en Bosnie-Herzégovine "d'autonomies serbes" et "croates", "autonomies" qui devaient se transformer en "Etats", en avril et juillet 1992, respectivement. Or il y a eu, dès le début de la crise, une résistance farouche (spontanée au départ,

organisée par la suite) de tous les Bosniaques qui ne voyaient pas leur avenir dans des enclos ethniques ou dans un pays divisé et partagé. Dès lors le partage ne pouvait se faire qu'au moyen d'une guerre dont on constate actuellement les effets dévastateurs et toujours croissants: 300 000 morts environ, trois millions de réfugiés et de personnes déplacées, des centaines de villages et de villes rasées, l'infrastructure économique détruite à 80%. La seconde guerre mondiale, dont la Bosnie avait pourtant souffert plus que toutes les autres régions de "l'ex-Yougoslavie", n'avait pas fait autant de ravages. Cependant, les répercussions et conséquences à long terme — pour la Bosnie et pour l'ensemble de la région — ne pourront être évaluées qu'à la lumière de la solution apportée à la guerre.

Il est certain qu'il est urgent de mettre fin à cette guerre. Mais comment et à quel prix? Toutes les propositions avancées jusqu'à présent peuvent être ramenées à deux.

La première est la sauvegarde de l'Etat de Bosnie-Herzégovine, le maintien de sa reconnaissance internationale et de son intégrité territoriale. Ce qui suppose la fin de la guerre, le retrait des troupes étrangères (de Serbie et de Croatie), un contrôle international temporaire des frontières bosniaques, le démantèlement et le désarmement des milices des partis politiques et la mise hors la loi des partis nationalistes. Or, pour être viable, cet Etat ne pourrait qu'être basé sur les droits de l'homme (du citoyen) tout en garantissant les droits spécifiques de toutes les communautés albanaise, italienne, juive, gitane, ruthène et tchèque, par rapport aux "peuples constituants" (croate, musulman, et serbe). Sa constitution devrait en refléter tout le caractère pluriculturel, plurinational et pluri religieux, dans le cadre d'un mélange et d'une interpénétration indissolubles, ou dissolubles par la force uniquement. D'autre part il ne pourra s'agir que d'un Etat décentralisé, composé de plusieurs provinces, formées sur des critères historiques, économiques, culturels, géographiques et naturels (telles que Sarajevo, Tuzla, Banjaluka et Mostar avec des sous-régions: Gorazde, Bijeljina, Doboj, Bihac, Livno...)

On pourrait, si l'on choisit cette option, envisager un début de normalisation et le retour progressif des réfugiés et des personnes déplacées dans leurs foyers. Un plan international pour la reconstruction de la Bosnie devrait être parallèlement mis en place.

Le maintien de l'Etat bosniaque permettrait d'entamer la seconde phase, celle d'un accord global dans l'espace de l'ex-Yougoslavie, phase qui commencerait par une normalisation progressive des relations entre la Bosnie et ses voisins: rétablissement des communications, reprise des relations économiques et autres liens, règlement du problème de la succession. Ce processus ne saurait être mis en marche sans la contribution active des autres Etats balkaniques. la fin de la guerre en Bosnie et le maintien de l'Etat bosniaque rouvrirait la voie à la

coopération balkanique, interrompue après l'éclatement de la Yougoslavie et la guerre en Bosnie. Les pays balkaniques, extérieurs aux États de l'ex-Yougoslavie, devraient jouer un rôle beaucoup plus actif et non se contenter de rester dans l'expectative de ce qui pourrait advenir en Bosnie, et dans l'ensemble de l'ancienne Yougoslavie.

Il est hors de doute que la sauvegarde de la Bosnie, en tant qu'entité étatique et société civile, apporterait un appui précieux aux forces démocratiques, en Serbie et en Croatie surtout. Car il est difficile d'imaginer une paix stable et durable dans les Balkans tant que se maintiendront ces régimes totalitaires. Il est évident que la très grande majorité des Bosniaques de tous bords, ainsi que les forces démocratiques non-nationalistes des pays voisins, sont en faveur de cette solution.

Un dépeçage par la force

La seconde solution est celle du partage de la Bosnie-Herzégovine en trois États "ethniques": serbe, croate et "musulman". Cette solution, proposée par Milosevic et Tudjman et avalisée par le concert des grandes puissances, mettrait fin à l'existence de l'État bosniaque. Peu importe que l'on prétende que la Bosnie sera maintenue sous forme de fédération, de confédération ou d'union. Il s'agit bel et bien du dépeçage par la force, avec l'accord explicite de la "communauté internationale", d'un État internationalement reconnu et membre des Nations Unies. Or, cette solution ne pourra être imposée que par la force. D'ailleurs la guerre en Bosnie le prouve. Le projet lui-même est basé sur les acquis de cette guerre, c'est-à-dire le changement des frontières par l'agression, l'exode massif et forcé des populations. En un mot, elle s'inspire du fait accompli et du rapport de forces, actuellement défavorable aux Bosniaques. Toute union, confédération, ou fédération, ne constituerait qu'une étape vers le rattachement des territoires occupés à la Serbie et à la Croatie. Reste à savoir ce que pourrait être le "troisième État". "Musulman" comme les autres seront "serbe" et "croate" ? Cette possibilité n'est pas à exclure. D'autant plus que les régimes en Serbie et en Croatie, ainsi que les grandes puissances, semblent favoriser cette option car cela leur permettrait d'agiter le spectre de "l'intégrisme islamique" et de prétendre qu'en fin de compte les grands responsables de la catastrophe en Bosnie sont les Bosniaques eux-mêmes, alias les "Musulmans". Néanmoins, il est plus probable que ce troisième État deviendra un État-refuge pour tous ceux qui sont contre le partage de la Bosnie, pour tous les "Bosniaques", qu'ils soient Serbes, Croates, Musulmans ou autres.

Or, il importe de cerner les conséquences que ce partage aurait pour la Bosnie elle-même, pour ses voisins de l'ex-Yougoslavie et pour l'ensemble des Balkans. Evoquons tout d'abord les nouvelles frontières entre les "trois Etats". Elles ne pourront être ni fixées, ni garanties. Il y aura des incursions de tous les côtés, des conflits armés, une résistance mais probablement aussi, malheureusement, une vengeance aveugle. Par ailleurs, le partage suppose un nouvel exode des populations jugées ethniquement ou politiquement indésirables. Il faudra compter sur un demi-million de nouveaux réfugiés. Où les mettre? Où mettre d'ailleurs tous les réfugiés et les personnes déplacées en Bosnie, sans parler de ceux qui sont à l'extérieur et s'attendent à pouvoir regagner leurs foyers? La partition de leur pays élimine cette possibilité, ils resteront de nouveau interdits de séjour chez eux. De plus, toutes les frontières vers les pays ex-yougoslaves et vers les autres pays d'Europe leur sont désormais interdites. Pour eux, la seule issue est le combat. La Bosnie deviendra une source permanente de guerre, qui changera peut-être de forme, mais pas de fond.

Fait particulièrement grave, le plan de "paix" de Genève légitime non seulement l'emploi de la force mais aussi les ultranationalismes dont les dirigeants sont considérés comme les seuls interlocuteurs valables. Cela revient donc à accorder le feu vert aux tendances similaires dans les autres pays balkaniques et en Europe.

Le dépeçage de la Bosnie met à l'ordre du jour le dépeçage des autres pays balkaniques, à commencer par la Croatie et la Serbie. Le régime de Tudjman, qui a largement contribué à la partition de la Bosnie au nom d'une "Grande Croatie", n'a résolu aucun de ses problèmes. Au contraire. Près d'un tiers des territoires de la Croatie sont occupés par les forces armées de Milosevic. De plus, le pays est déjà coupé en deux. Par ailleurs, la "Grande Serbie" ne représente plus uniquement pour la Croatie un Etat voisin — le tampon bosniaque ayant été éliminé — mais est présente en Croatie même: en Krajina et en Slavonie orientale. Conclusion logique: une nouvelle guerre est possible entre les régimes de Belgrade et de Zagreb.

Si le partage de la Bosnie devait être consommé, il serait difficile d'endiguer les tendances à un morcellement de la Serbie elle-même. Celle-ci, au mieux, pourrait se transformer en une fédération composée de quatre unités: la Serbie au sens propre du mot, le Kosovo, la Voïvodine et Sandjak. Mais on pourrait aussi envisager l'union du Kosovo et de l'Albanie, le rattachement de la Voïvodine à la Hongrie. Ce qui ne saurait qu'encourager les convoitises des Etats limitrophes de la Macédoine vis-à-vis de ce pays. Il s'ensuivrait inexorablement une guerre qui embraserait l'ensemble des Balkans. Ce n'est pas la guerre de Bosnie qui s'étendrait aux autres régions des Balkans. Le véritable danger c'est que les causes à l'origine de la guerre en Bosnie se trouvent

actuellement réunies, aussi bien en Croatie et en Serbie que dans le sud des Balkans.

Si l'on tient compte de toutes ces probabilités, il devient évident que le démantèlement de la Bosnie ne peut qu'encourager les forces extrémistes dans la région balkanique et pourrait faire tache d'huile en Europe orientale et, avant tout, en Russie.

Il faut pourtant s'attendre à ce qu'une résistance à ces processus négatifs s'organise, non seulement en Bosnie, mais aussi dans les autres régions de l'ex-Yougoslavie. Cette résistance sera à la fois armée et politique. Ses chances de réussir sont réelles, mais lointaines. A moins que l'on n'assiste, dans l'ensemble de l'Europe, à une prise de conscience devant les dangers que constitue la montée du totalitarisme.

Faik Dizdarevic est journaliste, ancien ambassadeur de la République Fédérale de Yougoslavie. Secrétaire Général de l'Association Sarajevo.